

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
30 juillet 2012
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 30 juillet 2012, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
du Soudan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Comme suite à ma lettre du 27 juillet 2012, dans laquelle je vous ai fait part des mesures proposées par le Gouvernement du Soudan pour remédier aux problèmes de sécurité qui se posent toujours avec le Gouvernement du Soudan du Sud, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une note d'information établie le 27 juillet 2012 par le Gouvernement du Soudan portant sur le pétrole et les paiements y relatifs (voir annexe), qui a été communiquée à M. Thabo Mbeki, Président du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent
(*Signé*) Daffa-Alla Elhag Ali **Osman**



**Annexe à la lettre datée du 30 juillet 2012 adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Représentant
permanent du Soudan auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

Pétrole et paiements y relatifs

**Position du Gouvernement du Soudan
27 juillet 2012**

Principes généraux

- Les deux parties reconnaissent et soulignent qu'il faut en priorité assurer la sécurité à leur frontière commune pour assouplir les contrôles frontaliers, faciliter les flux de pétrole en provenance des champs situés dans chaque État, favoriser le commerce et faciliter la circulation transfrontière des populations nomades.
- Le peuple du Soudan du Sud a voté la sécession lors du référendum tenu en janvier 2011 et, conformément à l'Accord de paix global conclu entre les parties, le Gouvernement du Soudan convient que le Sud-Soudan a fait sécession et qu'il est devenu un État souverain désormais appelé République du Soudan du Sud.
- Les deux parties sont convenues d'assurer la viabilité mutuelle des deux États nés de la sécession du Sud.
- La République du Soudan du Sud et le Gouvernement du Soudan conviennent de prendre des mesures pour remédier aux effets potentiellement néfastes de la sécession sur leur économie. À cette fin, les parties s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour faciliter la réalisation de l'objectif de viabilité mutuelle qu'elles ont fixé ensemble.
- Les deux parties reconnaissent que le Gouvernement du Soudan a signé des contrats d'exploration et de partage de production avec des tiers étrangers et locaux qui sont les exploitants.
- Les deux parties s'engagent à assurer une transparence mutuelle totale concernant toutes les informations relatives aux activités pétrolières effectuées sur le territoire d'une partie qui pourraient avoir une incidence sur les activités pétrolières effectuées sur le territoire de l'autre partie.
- Tout contrat reconnaît, d'une part, que chaque État est propriétaire des ressources pétrolières qui se trouvent sur ou sous son sol et qu'il peut exercer sur ces ressources ses droits souverains et sa compétence, et d'autre part, qu'il peut exercer ses droits souverains et sa compétence sur les installations pétrolières se trouvant sur son territoire (principe de la territorialité).

Accès, droits de douane et autres conditions

- La République du Soudan du Sud continue d'avoir accès aux installations de traitement et de transport et de bénéficier des services de manutention aux

terminaux pétroliers qui se trouvent au Soudan pour le brut qui est produit sur son territoire dans le cadre des contrats d'exploration et de partage de production en vigueur.

- L'accès au pétrole brut provenant de champs qui ne sont pas exploités doit faire l'objet d'un accord commercial spécial tenant compte des quantités et des capacités disponibles.
- Les tarifs applicables au transport du brut (droit à enlèvement) produit par la République du Soudan du Sud via les systèmes de transport (y compris les terminaux portuaires) se trouvant en République du Soudan sont fixés à 21,8 dollars par baril pour toutes les quantités prévues dans les contrats d'exploration et de partage de production en vigueur signés par le Gouvernement de la République du Soudan avant la sécession.
- Si la République du Soudan du Sud ne paie pas au comptant le montant correspondant aux quantités transportées, le Gouvernement du Soudan peut procéder à des prélèvements en nature sur la base des contrats de transport du brut par oléoduc.

Particularités de l'infrastructure du Soudan

- L'infrastructure de transport du Gouvernement du Soudan est unique en ce sens qu'elle appartient au pays hôte. D'autres systèmes de transport appartiennent à des pays de transit et à leurs partenaires.
- L'infrastructure du Gouvernement du Soudan est immédiatement opérationnelle.
- L'infrastructure du Gouvernement du Soudan est sûre.

Frais de transport indiqués à titre de comparaison

| <i>Oléoduc</i> | <i>Longueur</i> | <i>Frais de transport</i> |
|---------------------|-----------------|---------------------------|
| Tchad-Cameroun | 900 km | 10 dollars/baril |
| Azerbaïdjan-Géorgie | 828 km | 13,4 dollars/baril |
| WNPOC (Soudan) | 1 500 + 176 km | 9 dollars/baril |

Procédures opérationnelles et libre circulation transfrontière du personnel, des biens et des services

- Les deux parties, en concertation avec les sociétés pétrolières concernées, doivent arrêter ensemble des procédures opérationnelles pour assurer la continuité, l'efficacité et la sécurité de l'activité des blocs transfrontaliers.

Sécurité de l'approvisionnement des raffineries de la République du Soudan en pétrole brut

- Le Gouvernement du Soudan a le droit de faire livrer du brut par voie terrestre aux raffineries se trouvant sur le territoire de la République du Soudan dès lors que les deux parties se sont mises d'accord sur les conditions applicables.
- La valeur du brut correspond au prix FAB du mélange, déduction faite de tous les frais encourus, dont les frais de traitement, les droits de douane, les redevances payées aux terminaux pétroliers, les frais de transit, les coûts liés aux écarts de qualité et toute autre déduction applicable. Sur la base du tarif ainsi calculé (prix à marge garantie), le Gouvernement du Soudan réceptionnera le brut à un point de livraison donné dans l'infrastructure de transport désignée.

Sécurité de l'approvisionnement de la République du Soudan du Sud en produits raffinés

- La République du Soudan du Sud pourra acheter, pour sa consommation intérieure, des produits pétroliers fabriqués dans les raffineries de la République du Soudan, au prix courant du marché et sous réserve des disponibilités.
- Les produits raffinés seront fournis à la République du Soudan du Sud au prix de reprise en raffinerie, par l'intermédiaire d'un agent de la République du Soudan du Sud, les parties concernées s'étant mises d'accord sur les conditions de livraison et de manutention.
- Le Gouvernement du Soudan assure la sécurité des produits et garantit qu'ils passent la frontière du Soudan du Sud sans entrave et sans être soumis à l'impôt, à une redevance nationale, à la redevance routière ou à toute autre taxe.

Droits de transit

- Pour faire transiter son pétrole par le territoire de la République du Soudan, la République du Soudan du Sud devra s'acquitter de droits de transit d'un montant de 6 dollars par baril s'agissant de la production de brut (droit à enlèvement) de la République du Soudan du Sud transportée via le territoire de la République du Soudan.

Droits de transit indiqués à titre de comparaison

| <i>Oléoduc</i> | <i>Longueur</i> | <i>Droits de transit</i> |
|--------------------|-----------------|--------------------------|
| Kazakhstan-Russie | 1 503 km | 5,14 dollars/baril |
| Azerbaïdjan-Russie | 1 400 km | 2,60 dollars/baril |
| Ukraine (Odessa) | 674 km | 2,60 dollars/baril |
| Caspian Pipeline | 1 580 km | 4,40 dollars/baril |

| <i>Pays</i> | <i>Droits de transit dollars/t</i> | <i>Distance (km)</i> | <i>dollars/100 t-km</i> |
|-------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|----------------------|-------------------------|
| Bélarus (Russie-Ukraine), <i>Droujba</i> , 520/720 mm | 1,14 | 245 | 0,47 |
| Bélarus (Russie-Pologne), <i>Droujba</i> , 630/820 mm | 2,60 | 521 | 0,50 |
| Ukraine (Russie-Odessa), <i>Pridneprovskie Company</i> , 720 mm | 6,30 | 1 097 | 0,57 |
| Ukraine (Bélarus-Slovaquie), <i>Droujba</i> , 530/720 mm | 5,60 | 634 | 0,88 |
| Ukraine (Odessa-Brody), 1 020 mm | 12,70 | 674 | 1,88 |
| Ukraine (Russie-Yuzhny), <i>Collide Ltd.</i> , 720 mm | 12,00 | 1 112 | 1,07 |
| Russie (mer Caspienne-mer Noire) <i>Makhatchkala-Novorossiisk</i> , 720 mm | 7,06 | 774 | 0,91 |
| Russie (Azerbaïdjan-mer Noire), <i>Baku-Novorossiisk</i> , 720 mm | 15,67 | 1 411 | 1,11 |
| Russie (Kazakhstan, Turkménistan), <i>Transneft</i> , 720-1 200 mm | | | 0,73 |
| Caspian Pipeline Consortium (Kazakhstan-Russie), 1 016 mm | 30,83 | 1 580 | 1,95 |

Source : « From Wellhead to Market: Oil Pipeline Tariffs and Tariff Methodologies in Selected Energy Charter Member Countries », in Oil, Gas and Energy Law 2, p. 63 (2007).

Droits de traitement

- La République du Soudan du Sud devra s'acquitter de droits d'un montant de 4,4 dollars par baril pour le traitement de sa production de brut (droits à enlèvement) dans les unités centrales de traitement se trouvant sur le territoire de la République du Soudan.

Estimation du coût de traitement dans les unités centrales de traitement

| <i>Centrale de traitement</i> | <i>Capacités de la centrale en barils de pétrole par jour</i> | <i>Année de mise en service</i> | <i>Dépenses d'équipement (en milliers de dollars)</i> | <i>Charges d'exploitation par an (en milliers de dollars)</i> | <i>Charges fixes (dépréciation) (en milliers de dollars)</i> | <i>Total des charges d'exploitation (en milliers de dollars)</i> | <i>Production annuelle (en milliers de barils)</i> | <i>Coût de traitement (en dollars par baril)</i> |
|-------------------------------|---------------------------------------------------------------|---------------------------------|-------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|--------------------------------------------------|
| Heglig | 300 000 | 1999 | 442 327 | 14 155 | 110 582 | 124 737 | 40 541 | 3,08 |
| Al Jabalain | 300 000 | 2006 | 317 944 | 20 385 | 79 486 | 99 871 | 93 767 | 1,12 |

Arriérés et créances

- Chaque partie s'engage à décharger l'autre de toutes les créances qui existaient entre elles avant la sécession.

- Le Gouvernement du Soudan accepte de lever les droits de transit et les frais de services concernant le brut transporté par la République du Soudan du Sud sur le territoire du Soudan pendant la période comprise entre le 7 juillet 2011 et l'arrêt de la production.
- La République du Soudan du Sud s'engage à ne pas présenter d'autres réclamations concernant les mesures de confiscation et de déviation du pétrole de la République du Soudan du Sud, y compris des quantités de pétrole (droits à enlèvement) qui ont été déviées vers des raffineries du Soudan et qui sont conservées dans les réserves nationales ou qui ont été vendues.
- Les produits de la vente du pétrole stocké dans les navires *Ratna Shradha* et *Etc Isis* doivent faire l'objet d'un règlement amiable entre les deux parties.
- Certaines questions ne sont pas ici pertinentes, notamment les réclamations présentées par des particuliers ou des personnes morales.
- Comme suite à la résolution 2046 (2012) du Conseil de sécurité, dans laquelle celui-ci a demandé « qu'un effort soit fait en toute impartialité pour évaluer les pertes et les dommages économiques et humanitaires, y compris les dégâts causés aux installations pétrolières et d'autres infrastructures clefs, à Heglig et aux alentours », il convient de remarquer ce qui suit :
 - La République du Soudan a procédé rapidement à une évaluation interministérielle et établi un rapport détaillé qui évalue les pertes et dommages résultant de l'incursion des forces du Soudan du Sud à Heglig;
 - Le Conseil de sécurité doit accélérer la création du comité envisagé dans la résolution 2046 (2012). Le rapport susvisé servira de base à toute enquête qui pourrait être menée étant entendu que la situation à Heglig a évolué depuis l'attaque du fait des efforts déployés par le Soudan pour reprendre les activités pétrolières;
 - Lorsque ledit comité sera créé, le Gouvernement du Soudan s'engage à lui apporter toute l'assistance voulue pour qu'il puisse dûment exécuter ses fonctions.

Arriérés non pétroliers

- La question des arriérés non pétroliers sera examinée, évaluée et réglée dans le cadre du groupe chargé des arriérés et n'est pas couverte par le présent accord.

Paiements prévus dans l'accord

- Tous les paiements prévus dans le présent accord doivent être effectués par transfert financier direct sans condition, du gouvernement payeur au gouvernement bénéficiaire. Ces conditions s'appliquent à toutes les transactions futures entre les deux parties.
- Les parties peuvent décider, dans le cadre d'un accord mutuel écrit, de procéder à des paiements en nature.

Durée de validité de l'accord

- Les conditions de tout accord conclu s'appliquent pendant trois ans et demi à compter de la signature dudit accord et sont réexaminées six mois avant l'expiration de cette période à la lumière des tarifs pratiqués et de la situation du moment.

Récapitulatif des droits

| <i>Frais de transport (y compris terminaux pétroliers)</i> | <i>Droits de transit</i> | <i>Droits de traitement</i> | Total |
|----------------------------------------------------------------|--------------------------|-----------------------------|---------------------------|
| 21,8 USD/baril | 6 dollars/baril | 4,4 dollars/baril | 32,2 dollars/baril |

Participation de Sudapet

- Conformément à l'option zéro de répartition de la dette, les revenus tirés des contrats d'exploration et de partage de production sont des actifs financiers nationaux qui reviennent au Gouvernement du Soudan dans la mesure où celui-ci a hérité de la dette intérieure. Sudapet est l'une des parties aux contrats d'exploration et de partage de production. À cette fin :
 - La République du Soudan du Sud doit révoquer le décret présidentiel du 8 novembre 2011, par lequel les parts des concessions de Sudapet ont été confisquées et transférées à Nilepet;
 - Si la République du Soudan du Sud souhaite acquérir les parts de Sudapet des concessions se trouvant au Soudan du Sud, elle doit payer le prix courant du marché à Sudapet après avoir rempli les obligations prévues dans les accords en vigueur (accords d'exploitation commune, etc.).

Stratégie de consultation avec les créanciers et sanctions imposées par les États-Unis

- La République du Soudan du Sud et le Gouvernement du Soudan sont convenus d'appliquer une stratégie de consultation avec les créanciers afin d'obtenir un allègement de la dette de la République du Soudan.
- Les deux parties et l'Union africaine coopéreront en vue de conclure des accords financiers transitoires selon lesquels 3,5 milliards de dollars seront avancés pour couvrir un tiers des pertes de revenus découlant de la sécession estimées à 10,47 milliards de dollars. En outre, toutes les parties coopéreront en vue de trouver des ressources pour le développement de la République du Soudan du Sud.
- La République du Soudan du Sud fera tout son possible pour que les États-Unis lèvent les sanctions imposées à la République du Soudan.